

Au cours des années suivantes, toutefois, des porte-parole du Gouvernement canadien formulaient des hypothèses en public, aux Nations Unies et ailleurs, sur la manière d'établir des contacts avec la République populaire de Chine à des conditions qui soient acceptables non seulement pour les Chinois mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale. Le coeur du problème était le fait que le Gouvernement de Taïpeh et le Gouvernement de Pékin prétendaient tous les deux être le seul gouvernement légitime de la Chine. Toute formule d'entrée en relations avec le Gouvernement de Pékin devait trancher avec succès le dilemme posé par ces deux prétentions contraires.

Pendant des années, aucune formule de ce genre ne put être trouvée. Dans l'intervalle, les gouvernements canadiens se sont efforcés de ne pas se compliquer davantage le problème. Entre 1949 et 1968, la représentation canadienne officielle à l'étranger a doublé, mais aucune ambassade du Canada ne fut ouverte à Taïpeh. En 1966, au lieu de voter contre la résolution annuelle proposée par l'Albanie aux Nations Unies, résolution qui aurait accordé le siège de la Chine à Pékin et en aurait chassé Taïpeh, le Canada s'est mis dans une position d'abstention. En prenant ce genre de décision, on espérait toutefois qu'il serait possible un jour pour le Canada de reconnaître Pékin.

Le premier ministre a décidé en 1968 que le moment était venu. Au cours de sa campagne d'élection en mai de cette année-là, M. Trudeau a déclaré que son gouvernement chercherait à reconnaître la République populaire de Chine le plus tôt possible et appuierait le droit de ce gouvernement à occuper le siège de la Chine aux Nations Unies.

Combien rapidement changent les choses! Lorsque le gouvernement nouvellement élu entreprit une étude de la politique chinoise de notre pays, des doutes furent exprimés de certains côtés. On nous a demandé pourquoi un changement était nécessaire. Ces questions semblent aujourd'hui inconcevables. Les événements ont montré à quel point la démarche canadienne venait à un bon moment. A cet égard, nous avons prévu la marche de l'histoire beaucoup mieux que certains de nos amis. Nous avons dit alors que le Canada devait agir conformément aux réalités de la vie internationale. Le Gouvernement de Pékin était le gouvernement réel de la Chine. Il l'était depuis près de 20 ans. Comment aurions-nous pu continuer à ignorer ce fait? Cela semble maintenant évident. Cela l'était moins aux yeux de beaucoup de gens il y a quatre ans. Mais suivant l'exemple du Canada et généralement pour les mêmes raisons, près de 30 nations ont depuis établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. Dans quelle mesure le Canada peut-il s'estimer être à l'origine de cette évolution? Je ne saurais le dire. Les Chinois sont convaincus de l'influence exercée par notre pays à cet égard. J'ai l'assurance, en tout cas, que le Gouvernement a pris la bonne décision au bon moment.